

Clandestin

Menacé d'expulsion alors que sa femme va accoucher

CELA FAISAIT deux jours qu'Amira n'avait pas vu son époux, arrêté mardi dernier, vers 11 heures, dans l'établissement de restauration rapide où il faisait, au noir, la plonge. Quand Aziz est apparu hier matin, l'air perdu, les joues hâves, dans la petite salle du tribunal du 35 bis, chargé, à Paris, du contentieux des étrangers, la jeune femme s'est mise à gémir. « Sortez immédiatement, lui a ordonné la juge. Je ne veux pas que vous ayez un malaise ici. » Amira, en larmes, a quitté les lieux. Lové au creux de son ventre, sans doute le petit Ali a-t-il entendu la plainte de sa mère, perçu son angoisse. Amira doit le mettre au monde dans dix jours. Le bébé se présente mal. L'accouchement risque d'être délicat. A l'hôpital de Montreuil (Seine-Saint-Denis), une césarienne est programmée pour le

5 juin. Amira et Aziz, mariés en 2003 à Alger, arrivés clandestinement en France, via la Grande-Bretagne, en juillet 2006, n'ont qu'un souhait : être ensemble ce jour-là. S'il faut retourner ensuite au bled, ils y sont prêts, affirme leur avocate, **M^e Marie Dosé.**

« Depuis l'élection présidentielle, on sent la panique monter chez les sans-papiers »

Faisant appel à l'humanisme de la juge, elle a souhaité qu'Aziz soit placé en résidence surveillée jusqu'à l'accouchement de son épouse. « Pour qu'Amira n'accouche pas toute seule, insiste l'avocate. Pour qu'Aziz, son époux, puisse être à ses

côtés ce jour-là. Ensuite ils partiront » Demande refusée. Le certificat d'hébergement, indispensable pour toute demande d'assignation à résidence, était proposé par le frère d'Amira, de nationalité française, à Toulouse. « Trop éloigné de la préfecture de Paris », a estimé la magistrate.

Aziz, le futur papa, est retourné au centre de rétention de Vincennes. Son avocate a fait appel. L'après-midi même, dans l'urgence, elle est parvenue à obtenir une solution d'hébergement sur Paris. Une deuxième audience devrait se tenir mardi. Mais le recours n'est pas suspensif : Aziz est expulsable à tout moment. « Depuis l'élection présidentielle, on sent la panique monter chez les sans-papiers, indique Bénédicte, une militante de l'association Réseau éducation sans frontières

(RESF) qui tâche d'aider, dans leurs démarches administratives, les étrangers en situation irrégulière. Les appels au secours se multiplient. Les alertes augmentent. Lors de notre dernière permanence hebdomadaire, on n'avait jamais vu autant de monde. »

Le frère d'Amira a quitté Toulouse pour venir, à Paris, soutenir la future maman. Des amis leur ont prêté, pour le mois, un petit appartement. Amira voudrait revoir Aziz. Elle n'ose pas se rendre au centre de rétention par crainte d'être arrêtée à son tour. Devant son frère, la jeune femme ravale ses larmes. « Je veux juste que mon mari soit avec moi le jour où notre enfant naîtra, soupire-t-elle. Ensuite... On préfère rentrer au pays plutôt que de vivre, chaque jour, dans la peur. »

ELISABETH FLEURY